

tes, gagner du temps est beaucoup, mais encore faut-il que ce soit pour attendre quelque chose. Attendez-vous que M. le président se mette à la tête des partis monarchiques ? Non, je ne le pense pas. Attendez-vous qu'un ministre homogène fasse triompher votre politique ? Mais vous savez bien que M. le président a déclaré au sein même de la commission que la responsabilité ministérielle telle que vous l'entendez n'est pas compatible avec le régime républicain ! Nous attendons tout simplement pour attendre, ce qui est la plus mauvaise des situations.

Il faut donc que nous nous décidions à aborder résolument les questions et à les résoudre. Il faut mettre un frein à l'esprit révolutionnaire dont la France est le foyer et qui éloigne de nous toutes les grandes puissances de l'Europe.

L'Italie elle-même, l'Italie, faite de notre sang, s'allie avec nos ennemis par terreur de la démocratie.

Dans ce moment, nous vivons dans un calme trompeur. Viennent le jour où enfin la France sera libre de son invasion ; vous verrez alors les partis se livrer à toutes les manœuvres, à toutes les coalitions, et vous n'aurez pas le droit ni la puissance de transmettre le pouvoir à un homme quelconque, de faire ni une monarchie ni la république la plus sage. Vous serez débordés. Oui, ce que nous pouvons encore aujourd'hui, demain ne nous sera plus possible.

Or, ce qui rend cette situation plus grave de jour en jour, c'est le provisoire. Le provisoire ne nous permet aucune alliance sérieuse. Les quatre grandes nations de l'Europe s'éloignent de nous et se groupent pour se mettre en garde contre la révolution. Lorsque tous leurs intérêts leur disent, au contraire, de venir à nous, elles nous évitent, car elles ont peur de cette démocratie qui nous ronge, parce qu'elles se demandent ce que nous sommes.

Courbés aujourd'hui devant un chef respecté, nous le serons demain sous une dictature révolutionnaire. Il n'en serait pas ainsi si la France avait un gouvernement stable.

Lorsque Louis XVIII est revenu, M. de Talleyrand n'en a eu le droit de dire : « Je vous ramène au principe ; mais nous n'avons rien. » Vous figurez-vous M. le président de la république allant traiter avec les grandes nations au nom de la constitution Rivet ? (Rires, applaudissements.)

Eh bien ! cela est effrayant ; c'est folie de rester ainsi isolé au milieu du monde politique et de conserver ce provisoire actuel qui nous fait une situation aussi déplorable, aussi dangereuse.

Mais il ne suffit pas de vous dire ces choses, il faut vous dire aussi quel remède vous pouvez apporter au mal, ce que la commission aurait dû faire, ce que nous pouvons faire nous-mêmes.

La commission pouvait-elle faire une Constitution républicaine ? L'expérience nous le répond, car elle nous a appris combien une semblable Constitution aurait peu de sympathies parmi nous.

La commission n'en était pas plus enthousiaste. Est-ce alors à la monarchie constitutionnelle que nous devons nous adresser ? Oui ! car l'Assemblée est l'expression d'un pays monarchique, et la meilleure preuve c'est que vous avez fait réellement du chef du pouvoir un roi provisoire.

Cette république même, que quelques-uns désirent, vous n'oserez la proclamer, parce que vous vous demandez ce qu'elle serait après M. Thiers.

J'arrive maintenant à cette objection de M. le président : Vous êtes divisés, donc vous êtes impuissants. Mais ces divisions, il faut les examiner une bonne fois en face, pour fixer le pays sur leur véritable nature. Pour cela, j'en appelle aux monarchistes eux-mêmes : ce sont des sentiments ne sont-ils pas apparents que réels, et l'accord entre nous n'est-il donc aussi difficile ? (Non ! non !)

Non, nous ne sommes pas aussi divisés que vous voulez le prétendre, que c'est votre intérêt de le faire croire. Qu'on fasse appel aux principes français eux-mêmes, mais sans se servir d'intermédiaires plus ou moins autorisés, on verra s'ils ne sauront pas y répondre. Ils n'ignorent pas qu'ils ont des droits, mais ils n'ignorent pas davantage qu'ils ont des devoirs.

Je dis donc qu'il faut sortir du provisoire, qu'il faut constituer, et constituer une monarchie constitutionnelle. (Cris à gauche.) Oui, une monarchie constitutionnelle ; nous le devons, parce que nous représentons un pays essentiellement monarchiste. C'est le cri des conservateurs, c'est le cri d'alarme qu'ils jettent de cette tribune. L'Espagne, elle aussi, a eu deux ans de provisoire, et Prim a été assassiné. Puis l'étranger est venu, et après l'étranger la démagogie. Voilà ce qui nous attend ! (Applaudissements.)

M. de Castellane descend de la tribune, et est félicité par un grand nombre de députés. M. BOUTEY prononce un long discours contre la loi ; mais il est absolument impossible d'en saisir un seul mot. Les conversations particulières suivent leur cours jusqu'au moment où M. Haentjens monte à son tour à la tribune, malgré quelques voix demandant la clôture.

M. HAENTJENS ne veut pas, lui non plus, du provisoire, et il discute chacun des articles du projet de loi. L'orateur demande l'amendement de Ventavon. De plus, il nie que les fonctions de député soient compatibles avec celle de chef du pouvoir exécutif. Une seconde Chambre ne lui paraît pas possible en ce moment, et s'il accepte une nouvelle loi électorale, c'est avec cette restriction qu'elle n'apportera qu'une réglementation modérée au suffrage universel.

Vous avez besoin, dit M. Haentjens, d'un pouvoir fort pour satisfaire aux nécessités du moment ; et ce pouvoir fort vous ne pouvez le demander qu'au suffrage universel. C'est grâce à lui que vous arriverez finalement, soit à une république, soit à une monarchie, soit à un empire. (Bruit divers.) Nous ne voulons pour le moment qu'affirmer vos doctrines. Le moment venu nous les soutiendrons de toutes nos forces, convaincus qu'elles seules peuvent sauver le pays.

Qu'il faut, c'est entrer de suite dans la grande voie de la souveraineté nationale, qui est celle de la vérité et du droit.

La séance est levée à six heures moins un quart.

Séance du 28 février.

M. DE GOULARD dépose un projet de loi sur la nouvelle réorganisation municipale de Lyon. La ville serait divisée en trente-deux arrondissements, nommant chacun d'eux un conseiller municipal. Le gouvernement nommerait pour chaque arrondissement deux officiers municipaux. Ce projet de loi en quatre articles est renvoyé à la commission de décentralisation.

M. LE PRÉSIDENT. Personne ne demande la parole pour le projet.

M. GAMBETTA. Moi, j'ai demandé la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Gambetta.

M. GAMBETTA. Quoique nous n'ayons pas eu la satisfaction d'entendre l'orateur chargé de défendre le projet de loi, je viens parler contre le rapport. Tout d'abord la première pensée est de se demander si votre projet de loi répond aux préoccupations de l'opinion publique et si vous voulez faire les institutions que le

pays réclame. Je ne le pense pas, car je crois, après un examen attentif, qu'il est facile de comprendre que l'œuvre à laquelle nous nous sommes livrés est périlleuse et dangereuse.

Puérile, en effet, car elle a la prétention de limiter la responsabilité ministérielle. Eh bien ! on vous a dit que le pouvoir de M. le président n'est ni augmenté ni diminué. Il en est de même du pouvoir de l'Assemblée. Il y a tout simplement un cérémonial plus compliqué, dont vous vous affranchirez bientôt. Ce n'est pas augmenter l'influence de cette Assemblée que de forcer le chef du pouvoir à lui écrire pour prendre part à ses discussions.

Cela n'est pas sérieux ! Cela a cependant trois parties. La première est le préambule, la deuxième le cérémonial, puis une troisième qui est périlleuse pour tout le monde, pour tous les partis, car ce troisième paragraphe est une aliénation de l'avenir.

Ah ! je sais combien il est difficile de parler devant vous des aspirations républicaines. Nous avons à lutter contre des préventions ; on nous croit des passions et des projets qui sont loin de nous. Mais comme il s'agit de défendre ici ce qu'on doit appeler le bien propre de chaque parti, et comme chacun y est intéressé, je compte aller jusqu'au fond des choses, si périlleux que soit le débat.

Or, ici, personne n'est content de ce contrat, cela est certain, et cependant vous paraissiez décidé à vous résigner, à vous laisser aller à la dérive. D'où vient cette contradiction ? Cela vient de ce que chacun pense en lui-même de cette solution obscure. On se dit : nous gagnons du temps, nous reculons la démocratie. Les autres disent : pendant ce temps-là nous pourrions arriver nous-mêmes. Eh bien ! cela est malaisé et le public voit davantage ; il veut voir clair, il veut savoir si bientôt il trouvera cet abri qui lui permettra de venir à ses affaires, de soigner ses intérêts. (Très bien !)

Est-ce que vous n'êtes pas fatigués comme moi du double langage qu'on tient pour défendre le rapport ? Est-ce que l'on peut mettre tout le monde d'accord si l'on dit la vérité ? Pour ma part, je voudrais être fixé. Ce n'est pas nous qui avons voté la Constitution Rivet ; déjà, à cette époque, nous avons protesté. Pardon, messieurs.

Une voix. — Mais, on ne vous a pas interrompu.

A droite. — C'est un moyen oratoire de faire croire aux interruptions !

M. GAMBETTA. Non, messieurs, je n'use pas de semblables moyens ; ce que je désire avant tout, c'est de poursuivre ma discussion. Si je prononce quelquefois des paroles qui puissent donner lieu à interruption (Oh ! oh !), il n'y a pas d'artifice de langage. (Continuez.)

Ce n'est pas nous qui avons créé la situation, notre unité a toujours été la même ; nous avons voté contre le préambule de la Constitution Rivet. Aujourd'hui, par logique, nous résistons encore, quoique le pouvoir constituant se présente sous une autre forme.

Nous vous disions alors : Ne continuez pas, vous ne pouvez faire une monarchie, vous ne pouvez faire une république.

La situation est la même aujourd'hui ; il ne s'est rien passé de nouveau. Si, je me trompe, il s'est produit un fait considérable : c'est la déclaration du gouvernement qu'il fallait constituer la république.

L'opinion s'est alors précipitée du côté du pouvoir et a donné son adhésion à la politique présidentielle. Qu'avez-vous fait ? Vous avez nommé une commission pour faire une contre-politique. Il n'est donc pas possible que ceux qui n'ont pas voulu du message, votent votre projet qui n'en est que la suite. Ce que la France réclame, ce n'est pas deux Chambres, c'est de savoir si on la mène à la monarchie ou à la république. Or, on ne nous dit pas quel sera le gouvernement. Dans votre œuvre, chacun veut y voir son triomphe futur. C'est un biais que nous repoussons, car nous réclamons du gouvernement une déclaration qui nous dise si c'est la politique du message qu'il poursuit.

Il est facile de comprendre combien les travaux de la commission ont été difficiles. D'abord, il semblait qu'elle voulait repousser le message. C'était clair ; puis tout à coup, sans que le rapport satisfasse personne, au contraire, on fait murer aux yeux une terre promise dont chacun se croit l'explorateur et le découvreur. (Bruit. — Rires.)

Oh ! je n'ai pas la prétention, quand je suis à la tribune, d'être toujours correct. Vous me répondez plus académiquement.

M. DE CUMONT. Je déclare que personne ne vous a interrompu.

M. GAMBETTA. Non, mais vous caustiez. (Bruit.) Je comprends très-bien qu'on échange ses idées avec son voisin. (Nouveaux bruits.) Vous savez avec quelle sollicitude le pays a suivi l'œuvre des Trente ; eh bien ! il est déçu. L'engagement de créer une seconde Chambre et de toucher au suffrage universel me paraissent inacceptables. Vous l'appellez Chambre de résistance. Ce mot dit tout ; cela répond à cette autre expression : gouvernement de combat. Cette dernière Chambre, vous avez compris que vous ne pouvez la créer de suite, car ce serait une cause de conflit. Nous sommes loin des temps de privilèges. On prendrait des hommes pour cette seconde Chambre ? Qu'est-ce qu'il y avait de plus déplorable que le Sénat du premier empire ? Je ne parle pas du second : on l'a oublié dans la tourmente du 4 septembre.

A droite. — On n'a pas oublié M. Bonjean.

M. GAMBETTA. Il y brillait comme une perle isolée.

A droite. — C'est pour cela qu'on l'a fusillé.

M. GAMBETTA. J'ai déjà protesté contre cet indigne assassinat. Vous avez la mémoire courte. Ce n'est pas rare chez les bonapartistes. (Interruption bruyante, bruit.)

M. GREY. Veuillez ne pas interrompre. Vous voyez que ça n'a pas de bons résultats.

M. GAMBETTA. Nous ne voulons pas d'une seconde Chambre, que la nouvelle Assemblée trouverait tout organisée pour la combattre, mieux encore pour la dissoudre. Ainsi, vous prenez des précautions contre la France elle-même. (Réclamations très-vives.) Je comprends que ceux qui représentent un passé qui a la haine de la démocratie veulent cette Chambre, c'est logique ; mais ceux qui ont été faits par le peuple (Rires), ils ne peuvent la vouloir. Livrer le suffrage universel, c'est livrer la république ! C'est ouvrir au-devant des catastrophes. Et puis, vous n'êtes plus libres, ceux de droite qui représentent la monarchie constitutionnelle et la monarchie légitime.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD. Elles n'en font qu'une seule.

M. GAMBETTA. C'est votre affaire et non la mienne. Vous dites que vous vous entendez, mais vos efforts au contraire vous éloignent chaque jour davantage. Enfin, vous pouvez voter les deux Chambres, mais nous pas nous.

L'orateur parle ensuite de la dissolution et il affirme que cette campagne a déjà fourni plus d'un million de signatures (Vives dénégations), et il dit que M. Milland en a réuni à lui seul plus de 185,000.

Une voix. — Au 15 février, vous n'en aviez pas eu tout 85,000.

M. GAMBETTA. Cette dissolution, je la réclame car elle est à l'ordre du jour de l'opinion publique, car votre projet, qui ne contente personne, sera cependant voté. Seulement, en

regardant de près les noms et la qualité de ceux qui le voteront, on s'explique aisément son succès. Ma critique est donc toute platonique. Vous n'aurez alors ni la république ni la monarchie, mais un gouvernement *sui generis* au profit d'un seul, et pour gagner du temps. Nous n'acceptons pas ces subtilités. Certains monarchistes se prêtent à cette combinaison par conciliation ; ils se disent de la république conservatrice.

Je ne repousse pas les conservateurs, mais je veux savoir d'où ils viennent. Vous nous appelez des radicaux, des républicains entiers. (Rires et exclamations.) Ce n'est peut-être autre chose qu'une question de tempérament. (Nouveaux rires.) J'ai le plus grand respect pour la déclaration de mes collègues, mais nous ne pouvons vouloir d'une république dont le premier soin est de repousser la démocratie. Nous ne comprenons la république qu'avec le suffrage universel.

Or, si vous touchez, si c'est là votre république, nous, qui n'equivouons pas, nous n'en voulons pas. Nous voulons la république avec tous ses droits primordiaux, sa devise au-dessus des lois elle-mêmes. (Bruit.) Mais ce serait votre intérêt qu'il en fût ainsi, vous auriez comme nous le bénéfice de toutes les libertés. Pour nous, la république ne saurait être un leurre ; nous ne la voulons que du consentement de la nation. Je conçois parfaitement qu'on soit pour la monarchie ou pour la république, mais non pas pour un gouvernement avec quelque chose comme un grand pensionnaire ou un stathouder.

Je vais plus loin. Beaucoup ne veulent être ni dupes ni complices. C'est pour cela que nous ne nous préterons à aucune des dispositions contenues dans l'œuvre des Trente. En effet, lorsque le territoire sera libre, quelle sera la situation ? Qu'avez-vous fait pour le pays ? La nouvelle Assemblée trouvera en face d'elle une seconde Chambre avec laquelle elle entrera en lutte. C'est le provisoire à perpétuité que vous voulez organiser, c'est l'anémie à jamais ! Eh bien, ce n'est pas une œuvre sage que de dire à la nation : Avant que tu aies nommé tes élus, je te donne un géloir !

Je dis donc que nous avons un droit de légitime défense à exercer pour repousser un projet que je trouve puéril et périlleux : qu'on fasse la France républicaine ou monarchique, mais qu'on sorte de cette situation ambiguë. Nous n'avons jamais certes porté atteinte aux droits du pouvoir exécutif, nous ne lui avons jamais marchandé les transactions et les sacrifices, mais lorsqu'on vient nous demander de nous associer au projet de loi, convaincus que nous sommes les véritables amis de l'ordre et du gouvernement, nous répondons : Non, non ! (Applaudissements à gauche.)

M. DE BROGLIE monte à la tribune, et, comparant la séance d'aujourd'hui à celle du 14 septembre, il rappelle que, déjà à cette époque, M. Gambetta et ses amis ont attaqué les droits de l'Assemblée d'organiser le pays. C'est aujourd'hui le même système ; mais, s'il y a des jours où la commission a été avec le gouvernement et d'autres où elle a été contre lui, il n'en est pas moins inexact qu'il y ait jamais eu entre eux une hostilité déclarée. On nous demande sur quel terrain nous avons voulu placer le gouvernement ; si c'est en vue d'une monarchie ou d'une république ? C'est sur le terrain de la conciliation.

Certes, le provisoire a ses inconvénients, mais le définitif aussi a les siens, et un pouvoir personnel est encore préférable à une dictature. L'orateur dit que demander la dissolution, c'est vouloir livrer la France à l'émeute et qu'il faut, avant que la Chambre actuelle se sépare, avoir préparé un pouvoir qui ne laissera pas le pays sans défense.

Comme le disait mon honorable ami, M. le duc Pasquier, poursuit M. de Broglie, nous nous rallions toujours, non pas à la république mais dans le sens étroit du mot, mais à la chose publique. (Bruit à gauche.) Une seconde Chambre, nous le savons, n'est pas compatible avec le symbole de la communion radicale. Aucune démocratie loyale ne la refusera, mais c'est bien le fait d'une démocratie radicale de la repousser.

Nous n'avons nullement l'idée de porter atteinte au suffrage universel ; nous ne voulons que le garantir et l'épurer, et c'est le parti radical lui-même qui aura le plus à y gagner. Nous n'avons pas eu plus en vue dans nos travaux la monarchie que la république conservatrice ; nous avons tout fait au grand jour, et, s'il y avait un tableau que nous a tracé si éloquentement M. Raoul Duval le 14 septembre, il nous a rappelés certaines manœuvres, certaines réunions, certains voyages. (Bruit.) Eh bien ! aujourd'hui, on vient nous demander de déjouer nos efforts pour rapprocher la majorité libérale et conservatrice, et, quand, si on atteignait ce but, on se rependrait de nouveau dans le pays, en lui disant : Que voulez-vous faire avec ces gens-là ? nous espérons que vous ne vous laisserez pas prendre à ce piège.

M. DU TEMPLE monte à la tribune, mais ses premières paroles sont accueillies par un tel bruit, qu'il devient bientôt impossible de suivre son discours. Tout ce qu'on entend laisse facilement comprendre avec quelle ardeur il attaque le projet de loi, qui, selon lui, n'est qu'une œuvre toute personnelle, en faveur d'un homme éminent sans doute, mais qui n'est pas encore en dehors du droit commun. Il dit entre autres choses qu'il ne comprend pas qu'un pouvoir souverain, tel que celui de l'Assemblée, en arrive à se lier, comme il paraît devoir le faire.

Les discours de M. du Temple devaient, dès ce moment, un véritable réquisitoire contre M. Thiers, et M. le président de l'Assemblée est obligé de le rappeler plusieurs fois à la question.

M. DU TEMPLE. Je suis dans la question. (Bruit, applaudissements, tumulte.)

M. DE LORGERIL. On n'aime pas à s'entendre dire des vérités. (Rires.)

M. DU TEMPLE. On demande pour M. Thiers.

M. THIERS. Mais, moi, je ne demande rien.

A droite. — Il n'y a que les louanges du président qui sont permises ici. (A la question ! à la question !)

M. DU TEMPLE. Il n'y a que deux questions : ceux qui se dévouent pour le pays et ceux qui ne se dévouent pas.

M. GREY. Mais vous n'avez pas encore dit un mot du projet de loi. (Hilarité générale.)

M. FOUQUET. On rit dans les tribunes ; qu'on les fasse évacuer.

M. DU TEMPLE. Vous avez un ministre qui bouleverse l'instruction publique, un sieur Hénon, comme adjoint au maire de Lyon.

Une voix à gauche. — Allons, en voilà assez comme cela. (Véritable tumulte.)

M. GREY. Je regrette que le règlement ne me permette pas d'aller au-delà du rappel à la question pour l'orateur, c'est-à-dire ne me permette pas de lui ôter la parole lorsqu'il prononce un discours, malgré la volonté de l'Assemblée. (Oui, oui ! Non ! non !)

Mais, je suis désarmé par le règlement, sans quoi j'aurais déjà retiré la parole à l'orateur.

M. DU TEMPLE prononce de nouveau quelques mots. Anxieux, tout le centre gauche se lève et esquive un mouvement de retraite. Mais un mot d'ordre le fait reprendre place, et on entend alors M. du Temple terminer en disant : Vous voulez donner le pouvoir à un homme qui

a abandonné ses rois légitimes et qui, depuis dix ans, a tout détruit.

M. GREY. M. du Temple vient de prouver l'abus que l'on pouvait faire de la tribune, et il a terminé par un outrage indigne (Oui ! non ! Je rappelle à l'ordre M. du Temple.)

M. DU TEMPLE. Je proteste.

M. GREY. Veuillez accepter l'appel à l'ordre ou je vous appliquerai les autres pénalités du règlement.

M. DU TEMPLE retourne à son banc, où MM. de Lorgeril et de Belcastel viennent l'embrasser au milieu des applaudissements de la droite et des éclats de rire de la gauche.

M. DE LABOULAYE remplace à la tribune M. du Temple, et il prononce un discours où, après avoir comparé les institutions politiques américaines avec celles qui conviendraient à la France, termine en disant : Si vous votez le projet de loi, la république est fondée. (La clôture ! la clôture !)

M. BRISSON. Avant de prononcer la clôture de la discussion, il est indispensable que le gouvernement fasse connaître son opinion. Il faut qu'il nous dise s'il interprète le projet de loi au point de vue monarchique ou au point de vue républicain.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD prononce quelques mots dans le même sens et la séance est levée.

Les députés qui font partie de la réunion des conservateurs républicains se sont réunis le 27, à midi, sous la présidence de M. Casimir Périer.

M. Casimir Périer, en ouvrant la séance, a fait savoir que c'était à tort que plusieurs journaux avaient parlé d'une entrevue qu'il aurait eue avec M. Christophle chez le président de la république. Aucune communication n'a été échangée entre les bureaux des deux réunions.

Ces communications, ajoute M. le président, n'étaient d'ailleurs pas nécessaires, cette fois, pour préparer un accord qui ne peut manquer d'exister, chacun des deux groupes étant certainement décidé à soutenir le gouvernement, de qui il lui-même résolu à se tenir, comme la majorité de la commission des Trente, aux termes du contrat si laborieusement conclu.

La discussion qui va s'ouvrir tout à l'heure à l'Assemblée est grosse d'imprévu ; il est impossible de prévoir les incidents qui se peuvent produire à propos des amendements présentés par l'extrême droite.

Des publications récentes, dont le retentissement égale l'importance, sont venues montrer combien était fondée la conviction de ceux qui regardaient comme impossible l'accord des partisans de la monarchie, non point sur des questions de personnes, mais sur des principes inconciliables. Nous n'avons donc, continue M. Casimir Périer, qu'à persévérer dans notre attitude et dans notre conduite. Nous sommes sur le sol terrain où se puisse cimenter l'union des conservateurs, dans l'organisation du gouvernement sous sa forme actuelle, la république, la chose publique, au grand et bon sens du mot.

Il est probable que le débat passera par-dessus nos têtes et s'engagera entre les extrêmes de droite et de gauche, d'un côté, le gouvernement et la commission, de l'autre. Sans désirer y prendre part, tenons-nous prêts à tout événement.

Quoi qu'on pense de l'œuvre imparfaite et incomplète sur laquelle nous sommes appelés à prononcer, on ne peut nier, sans se refuser à l'évidence, que c'est un premier pas et un pas considérable fait vers la séparation des opinions moyennes d'avec les opinions extrêmes, séparation dont nous avons donné l'exemple. Si, comme tout le fait espérer, cette séparation s'opère, ce sera une garantie certaine de voir se constituer et s'affirmer le seul état de choses que comporte la situation créée par une série de révolutions et par nos récents malheurs.

M. Béranger donne quelques explications sur l'amendement qu'il a présenté à la commission des Trente et soutient devant elle. Cet amendement avait sa raison d'être au moment où il s'est produit. Son but, en demandant l'immédiate organisation du gouvernement républicain et en chargeant le gouvernement de présenter les lois relatives à cette organisation, était d'ouvrir un terrain plus net et plus précis à la discussion pour le cas où l'accord ne s'établirait pas entre la commission et le gouvernement.

La commission a refusé de faire passer dans sa rédaction le mot de république, mais elle a, en définitive, accepté la chose en adoptant, sur la proposition de M. Ricard, la partie de l'amendement qui laissait le gouvernement juge de fixer le moment où la présentation des lois organiques aurait lieu et d'indiquer leur objet.

Le but se trouve donc en partie atteint. Demander plus en ce moment serait peut-être excessif, vu l'état des esprits dans l'Assemblée. Ce serait seulement dans le cas où quelque incident imprévu viendrait à troubler l'accord actuellement existant que M. Béranger croirait utile de reprendre devant l'Assemblée sa proposition.

MM. Delacour, de Saint-Pierre, Ant. Lefèvre-Pontalis ont ensuite échangé de courtes observations à la suite desquelles la réunion, qui comptait plus de cinquante membres présents, a adhéré à l'unanimité au langage tenu par les orateurs qui ont pris la parole au début de la séance. Elle a fixé sa prochaine séance à aujourd'hui vendredi, à une heure.

De son côté le centre gauche s'est réuni à la même date, sous la présidence de M. Christophle.

M. Jules Favre expose ce qui s'est passé dans la réunion de la gauche, et les motifs qui ont déterminé le vote de cette réunion, qui, à une grande majorité, a décidé qu'elle donnerait son adhésion au projet, en excluant le préambule.

M. le président rappelle à l'Assemblée qu'elle aura à décider plusieurs questions, et en premier lieu l'urgence de la résolution ; il pense, et la réunion tout entière s'associe à son opinion, que l'intérêt de la situation commande de voter l'urgence ; le pays attend avec anxiété les résolutions de la Chambre sur une aussi grave question, et il y aurait les plus grands inconvénients, par trois délibérations, à ajourner la décision.

M. Ernest Picard fait connaître à la réunion quelle a été, à l'étranger, l'impression produite par les travaux de la commission des Trente : cette impression n'a pas été favorable à la commission, et, quant à lui, quoique peu disposé à accepter les divers articles du projet, il votera néanmoins la résolution, quelque contraire qu'elle soit aux principes du droit législatif et à une politique sérieuse ; il votera sans discussion, parce qu'il y a urgence à faire cesser les préoccupations du pays.

M. Guibal pense qu'il y aurait quelque danger à rejeter quelques-uns des articles du projet, tout en votant l'ensemble de la résolution ; il lui paraît préférable de pousser le dévouement au pays jusqu'à voter des articles.

M. de Pressensé accepte le vote des articles, mais repousse énergiquement le préambule qui réserve le pouvoir constituant.

M. Robert de Massy partage cette opinion et déclare qu'il ne votera pas le préambule.

M. Barthélemy rappelle ce qui s'est passé au sein de la commission des Trente. Deux politiques étaient en présence : celle du pacte de Bordeaux et la politique du message. La conciliation s'é-

tait faite entre ces deux opinions, dans les articles du projet, tandis que le préambule est l'affirmation de la première politique, condamnant par cette réunion.

M. Delorme présente quelques observations dans le même sens.

M. Ricard donne quelques explications, tout en se prononçant contre le préambule sur les motifs qui lui ont fait accepter les articles du projet. Un droit nouveau est conféré au président de la république, le droit de suspension des décisions de l'Assemblée. Ce droit peut être précieux dans les derniers moments et sauvegarder les intérêts les plus graves si l'Assemblée s'abandonnait à des résolutions contraires à la liberté.

En résumé, dit M. Ricard, nous votons sur une question politique, et nous devons donner notre adhésion, en excluant le préambule.

M. le président invite la réunion à résoudre les deux questions qui ont été discutées : l'exclusion du préambule et l'adhésion à la résolution de la commission.

La réunion décide qu'elle repoussera le préambule et votera les articles du projet.

Voici, d'après la *Patrie*, à qui nous laissons toute la responsabilité de ses assertions, sur quelles bases le gouvernement voudrait voir s'accomplir la réforme électorale :

- 1° Obligation du domicile de deux ans, mais faculté pour l'électeur nouvellement résidant de voter dans la circonscription qu'il aura quittée et sur la liste de laquelle il figure ;
- 2° Droit électoral maintenu pour tous les citoyens âgés de vingt et un ans ;
- 3° Suppression du scrutin de liste ;
- 4° Répartition d'un député par 75,000 âmes. Chaque circonscription sera déterminée par le conseil général ;
- 5° Nécessité du quart des inscrits et de la majorité absolue des suffrages pour l'élection au premier tour de scrutin ;
- 6° Durée du mandat législatif, 6 ans ;
- 7° Renouvellement triennal et par tiers.

On se rappelle que dans le courant de l'année dernière il fut question de la publication d'un ouvrage ayant pour titre : *De Chalons à Sedan*, et pour auteur le maréchal de Mac-Mahon.

Cet ouvrage fut livré à l'impression dans le courant d'octobre ; il allait paraître, lorsqu'on pria l'illustre maréchal de vouloir bien communiquer les épreuves. Elles lui furent retournées quelques jours après, émaillées d'un certain nombre de corrections marginales.

D'après ce qui a été dit, le maréchal ne voulut pas admettre ces corrections, son travail étant le procès-verbal exact, précis et irrécusable de faits d'événements auxquels il avait assisté.

On le pria alors de vouloir bien retarder cette publication. Le maréchal de Mac-Mahon s'abstint, en effet, de la livrer à l'appréciation du pays.

Il paraîtrait aujourd'hui que la mort de l'empereur aurait suffi pour mettre à néant les raisons suspensives de l'année dernière et que le livre en question va enfin être rendu public.

Cet ouvrage, rempli de faits ignorés jusqu'à ce jour, est certainement appelé à produire une grande sensation, au point de vue des événements si diversément interprétés.

(Gaulois.)

La *Patrie* fournit les détails suivants sur le procès du maréchal Bazaine :

« Lui n'ignore qu'aux yeux de M. Thiers, le maréchal est aussi loyal soldat que grand capitaine, et un des plus ardents desirés du président est de voir l'accusé sortir réhabilité. Du procès, on sait que la défense est confiée à M. Lachaud ; mais M. Thiers aurait voulu que celui-ci cédât la place à M. Allou. Deux tentatives successives, mais vaines, ont été faites auprès de l'honorable avocat pour le faire entrer dans ces vues, et nous n'avons pas besoin de dire que M. Allou porte trop haut le respect de sa profession pour se prêter à une tactique qui ne serait autre qu'un acte de concurrence.

« On dit maintenant que M. Allou sera adjoint à M. Lachaud, avec le consentement de ce dernier. Celui-ci traiterait la question politique et celui-là la question militaire.

« La défense de M. Lachaud portera sur la question d'honneur et de responsabilité. Cette défense s'appuiera sur les dépêches et les lettres émanant de personnages ayant joué un rôle dans le drame politico-militaire qui a suivi la capitulation de Sedan. Le défenseur compte aussi se servir des procès-verbaux des conseils de guerre ten

Ayuntamiento de Madrid

ON DEMANDE

une gouvernante française ou suisse qui sache à fond deux langues, auprès d'une demoiselle de 14 ans, pour quitter St-Petersbourg, 10 h. de voyage. Près du jardin de la laiterie, rue Tverskaja, n° 18, dem. le prince Michelsky. Visible jusqu'à 1 h. 461

UNE GOUVERNANTE nouvellement arrivée désire trouver une place pour l'été, ou le Canase. Pont des Ecuries, maison n° 6, logement n° 78. 467

A LOUER des maisons de campagne en Finlande, chemin de fer de Vibourg, non loin de la station de Novaja-Kirka. Pour plus amples informations s'adresser à la Banque de l'Etat, logement n° 23. 354

La Société pour la protection des gouvernantes

rue Simionovskaia, maison n° 3, logement n° 5, place, sans aucune rétribution, les institutrices et les surveillantes : russes, françaises, suisses, allemandes et anglaises.
On reçoit tous les jours de 11 à 4 h., excepté les vendredis et les jours de fête : les dimanches il y a réception de onze heures à midi. 438

MAGASIN de TABLEAUX, D'ANTIQUITES

ET DE CURIOSITES
d'ALEXANDRE NEGRI
FOURNISSEUR DE LA COUR IMPERIALE
perspective Nevsky, n° 14. 17

RACAHOUT DES ARABES

DE DELANGRENIER
aliment des convalescents, des dames et des enfants.
Dépôts dans toutes les pharmacies de la Russie.

LA SOCIÉTÉ DES CONCERTS

a l'honneur d'annoncer que, comme les années précédentes, les soirées musicales auront lieu à la salle de la Chapelle Impériale, la seconde, quatrième et sixième semaines du Carême, vendredi 2, vendredi 16 et vendredi 30 mars, de 8 1/2 à 10 h. du soir.
Quiconque désire être membre de la Société, paie 10 r. arg., pour les trois soirées, reçoit un billet et une place marquée dans la salle; les visiteurs paient 4 r. chaque soirée, et pour la répétition générale, qui aura lieu le matin du même jour, 2 r.
On invite donc MM. les membres à renouveler leurs billets, et à effectuer le paiement. Ils recevront un exemplaire du programme de la Société à la Chapelle Impériale, chaque jour de 10 à 8 heures. 460

PARFUMERIE VICTORIA
RIGAUD & Co

8, rue Vivienne, Paris
FOURNISSEURS BREVETÉS DE S. M. LA REINE DES PAYS-BAS, ET DE PLUSIEURS AUTRES COURS

NOUVEAUTÉS DE LA SAISON

Spécialement recommandées aux personnes élégantes tenant à avoir de la parfumerie de distinction

PRODUITS A L'YLANGYLANG
extraits de l'Ylang-ylang, parfum importé de Manille et préparé spécialement pour notre maison :

Extrait d'Ylang-ylang;
Bouquet de Manille;
Savon à l'Ylang-ylang;
Pommade à l'Ylang-ylang;
Huile à l'Ylang-ylang;
Cosmétique à l'Ylang-ylang;
Eau de toilette à l'Ylang-ylang;
Poudre de riz à l'Ylang-ylang;
Cold cream à l'Ylang-ylang;

Tous les produits portent la signature

Dépôts : à SAINT-PETERSBOURG, Gustave Fargé, A la Renommée; Roussanoff; Samoukoff; Lapiere; — à MOSCOW, Nevsky, Lencier; Kozlov; à OUBASSA, Jules Wedde et Co; rue Richebourg, Heiler et Co, magasin cosmétique.

O. P.

476

THE LITTLE WANZER

véritable machine à coudre américaine à couture double et régulière, mise en mouvement par la main ou le pied, remarquable par la solidité et la simplicité de sa construction unie à une grande finesse et élégance de travail. La parfaite convenance de cette machine à l'usage des familles a sa source dans ce fait : qu'actuellement dans l'Angleterre seule il y a environ 40,000 de ces machines en activité. La commission pédagogique royale en Irlande a reconnu « The Little Wanzer » comme la meilleure machine à coudre et l'a choisie pour être employée dans toutes les écoles d'Irlande. B. G. Tor Brake, agent général pour toute la Russie, a son magasin et son comptoir à St-Petersbourg, perspective Nevsky, entre la Grande et la Petite Morskaja, n° 11, log. n° 19. — Ces machines sont aussi en vente chez Brink et Co, Gostinnoi Dvor, n° 132. — Agents pour Moscou, Shanks et Bolin, (magasin anglais) pont des Marchaux. — Nous ne garantissons l'authenticité des machines « The Little Wanzer » que lorsqu'elles ont été achetées chez nos agents. 3522
R. M. Wanzer et Co, Hamilton (Amérique).

COMPAGNIE RUSSE D'ASSURANCES

contre l'incendie fondée en 1827.

La direction de la Compagnie a l'honneur de faire savoir qu'elle a choisi les personnes suivantes comme agents de la Compagnie en Sibérie :

A Tomsk, Constantin Pampilovitch Goriav.
A Tobolsk, Théodore Davidovitch Rahlenbeck.
Omsk, André Loukitch Mezentsov.
Simpalatinsk, Othon Iosiphovitch Missouno.
Barnaul, Alexandre Stépanovitch Gouliav.
Tomsk, Constantin Antonovitch Plater-Plokhotsky.
Krasnoïarsk, Simon Carlovitch Gochov.
Kishita, Alexis Porphyrievitch Lévitov.

Indépendamment de ces nominations, la direction a choisi comme agent général de la Compagnie en Sibérie et dans le gouvernement de Perm, M. Zdzislaw Ivanovitch Mitkevitch, domicilié à Catherinebourg, que la direction, conformément au § 60 des statuts de la Compagnie par une procuration spéciale, a autorisé à délivrer pour ces contrées avec sa signature à lui, Mitkevitch, des polices d'assurance et des certificats de renouvellement. 446

VÉRITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
de ELIAS HOWE junior

ST-PETERSBOURG

G. rue des Ecuries,

maison

Bachmakow,

N° 29.

S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.

Comptoir : Rue Michel, N° 3.



MOSCOW

Gr. Loubianka,

maison du prince

Golitsyne,

chez G. BLOCK.

866

A LOUER six pièces. — S'adresser Grande Morskaja, maison n° 52. 459

A LOUER chambres confortablement meublées, au ou au mois et à l'année, et un appartement meublé de 9 pièces, avec antichambre, bain, cuisine, bois, etc. Pont de Police, m. Bachmakow, logement n° 23. 461

DENTS ET DENTIERS
à succion

nouveau système sans extraction de racines et sans douleur. La mastication est parfaite.
Chez Wallenstein, dentiste, pont de Police, maison Kotomine, au-dessus du café Wolf. 430

PRIMEURS

Chicorée, laitue, romaine, choux-fleurs, et de Bruxelles : Asperges, artichauts et pommes de terre nouvelles.

ARTICLES DIVERS

Fromages de Brie et Neuchâtel. De Paris : beurres de la Prévalais, escargots, Moules, huîtres, homards, soles, turbot, raie et morue, saucisson de Bayonne, de Lyon et d'Arles, Pâtés de Strasbourg, N. B. Incessamment : Jambons de Bayonne et de Westphalie. 458

50. dans la cour du marché Alexandre, près l'école Kommissarow. 50.

SEED CAKE

Afin de déférer à la juste demande de notre honorable clientèle, nous avons maintenant adopté des dimensions plus petites et uniformes pour cette friandise anglaise. Ainsi tiendrons-nous toujours prêts des pains entiers, pesant chacun environ un livre et demi et coûtant environ 50 et 75 c. la pièce. VIN DE XERES, qualité hors ligne, à 85 c. la bouteille. CHARBONS et COKE toujours prêts.
S. Gorokhovaia, Magasin Anglais, près la pet. Morskaja. 479

A L'ABEILLE DU NORD.

21, Grande Morskaja, maison Tour 31.
Fabrique de parfumerie et de savonnerie.

Crème de Glycérine, 55 cop.

Ce précieux cosmétique évite le hâle et les gerçures, et conserve à la peau son velouté et sa finesse; rien d'aussi efficace n'a été présenté jusqu'à ce jour. Grand choix de hautes nouveautés, en jais, écaille, ivoire, bronze. Dépôt des premières maisons de Paris et de Londres. 345

LE DOCTEUR BERGLIND

a l'honneur d'annoncer au public qu'il ne dirige plus la gymnastique à l'établissement du Passage, mais qu'il a maintenant pris la direction de la gymnastique médicale et pédagogique à l'établissement situé au pavillon gauche du palais des Ingénieurs, qui est ouvert pour les hommes tous les jours de 8 à 11 h. du mat. et de 2 1/2 à 5 h. de l'après-midi et pour les dames de midi à 2 h. de l'après-midi. Entrée du côté du square. 462

DÉPÔTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE

DE SAINT-PETERSBOURG.

1° Perspective Nevsky, maison de l'Eglise catholique, mag. n° 3.
2° Perspective Nevsky, au pont d'Anitchkow, maison Mednikow.
3° Grande Mestchanskaia, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
4° Grande Morskaja, maison Jacquot.
5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
6° A Vassili-Ostrow, au magasin de Riga, 1° ligne. 3

SPÉCIALITÉS :

Savons à la Glycérine.
Pommade tonique et pommade au quinquina
Eau tonique et philodore pour les cheveux
Poudre Dongola.
Cold cream et crème Glycérine.
Rouges et blancs pour le visage.
Lait de Glycérine pour le teint.
Eau dentifrice.
Poudre dentifrice du docteur Mialhé.
Eaux de Cologne.
Extraits pour le mouchoir.
Eau de toilette à l'Ylang-Ylang.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX
ASSURANCES
CHRETIEN
SPETERSBOURG
PARIS
PERSPECTIVE DE NEVSKY
RUE DE LECHIKOVA
N° 1
N° 6
MESSAGERIES RUSSES
RECOUVREMENTS
KRUGER.
FORMALITÉS EN DOUANES

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-VIENNE

Conformément aux §§ 28 et 29 des statuts, le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale extraordinaire, pour le 20 mars (1° avril) année courante, à onze heures du matin, dans la salle des conférences, à la gare du chemin de fer à Varsovie.

Seront soumis à l'examen de l'assemblée :
1° Le budget de l'exploitation pour l'exercice 1873.
2° Le budget de travaux de construction pour les années 1873 et 1874.

Pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins quarante actions ou actions de jouissance, et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple, jusqu'au 9 (21) mars année courante, à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie, ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils,
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale.
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,
Frankfurt-sur-Mein, chez MM. F. Weiller fils,
Dresde, à la Banque de Dresde,
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C.,
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,
Londres, chez MM. Rothschild et fils,
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolff,
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig

Les spécifications porteront les numéros I, II, III.

Le dépôt des actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle restera entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera au dépôt.

La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire.

Après l'assemblée générale, et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les aura reçues en dépôt.

Varsovie, le 15 (27) février 1873. 473

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-BROMBERG

Conformément aux §§ 32 et 33 des statuts, le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour le 21 mars (2 avril) année courante, à onze heures du matin, dans la salle des conférences, à la gare du chemin de fer à Varsovie.

Seront soumis à l'examen de l'assemblée :

1° Le budget d'exploitation pour l'exercice 1873.
2° Le budget des travaux de construction pour l'année 1874.

Pour avoir droit d'assister, ou de se faire représenter à cette assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins vingt actions, ou actions de jouissance, et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple, jusqu'au 10 (22) mars année courante, à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie, ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de Commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils,
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale,
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,
Frankfurt-sur-Mein, chez MM. F. Weiller fils,
Dresde, à la Banque de Dresde,
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C.,
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,
Londres, chez MM. N. M. Rothschild et fils,
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolff,
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig.

Les spécifications porteront les numéros I, II, III.

Le dépôt des actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle restera entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera au dépôt.

La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire.

Après l'assemblée générale, et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les aura reçues en dépôt.

Varsovie, le 16 (28) février 1873. 474

LE MAGASIN

CATHERINE SALEMANN
fournisseur de la Cour Impériale

a l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies, pour civils et militaires. Uniformes et trains de Cour.
Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaja, n° 52.
On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin. 343

LE MAGASIN DE JOUETS EN GROS ET EN DÉTAIL

DE

THÉODORE ROLAND

BERLIN, Scharnstrasse, n° 4.

se recommande pour ses nouveautés, étant spécialement muni des articles de bon débit en Russie. — Service consciencieux et à des prix modiques, mais seulement au comptant.
Soigneux emballage. H. V. 262

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE

DE

KIEW

a l'honneur de porter à la connaissance du public que, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque et avec l'autorisation de S. Exc. le ministre des finances, il a fondé à Odessa une succursale sous la raison :

Banque commerciale privée de Kiew.

Succursale d'Odessa, qui commencera ses opérations le 1° mars 1873.

Conformément au § 3 des statuts de la Banque, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 18 juin 1868, la totalité des capitaux de fondation et de réserve de la Banque sert de garantie aux opérations de la succursale.

La signature collective de la succursale est confiée à MM. A. Towim et M. Sicard, vice-directeurs, et en cas d'absence de l'un d'eux sa signature sera remplacée par celle d'un des six membres du comité consultatif. 471

En vente chez EMILE MELLIER, libraire de la Cour impériale, au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

GRÉVIN. Les nouveaux travestissements parisiens. 1 album in-4° illustré. Prix 3 r.
FIGUIER. Le lendemain de la mort ou la vie future selon la science. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
LEROY-BEAULIEU. Le travail des femmes au XIX° siècle. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.
BRET-HARTE. Scènes de la vie californienne et esquisses de mœurs transatlantiques. 1 vol. in-12. Prix 70 cop.
AUDIGNAN. Mémoires d'un ouvrier de Paris. 1871-1872. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
WITT. Les machines, leur histoire, leur description, leurs usages. 2 vol. illustrés de vignettes dans le texte. Prix 5 r. 95 cop.
BEULÉ. Feuilles et découvertes résumées et discutées en vue de l'histoire de l'art. 2 vol. in-8°. Prix 5 r. 25 cop.
VILLIUMÉ. La politique moderne. Traité complet de politique. 1 vol. in-8°. Prix 2 r. 10 c.
ZOLÉ (Emile). Les Rougon-Macquart. I. La fortune des Rougon. II. La curée. 2 vol. in-12. Prix 2 r. 50.
BELOT. Le parricide. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 cop.
KARR. Les Guépès. 2° année, 18° livraison. Prix 25 cop.
HECTOR MALOT. Un mariage sous le second empire. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
JULES ERCKMANN. Claudine. Histoire d'un enfant naturel. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.
Mme BADERE de V***. Marie Favrai. Histoire d'une jeune fille pauvre. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 cop.
DENNERY. Le prince de Moria. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
DELIGNY. La grande dame et la Normandie. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
ASSOLANT. Le docteur Judasson. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 cop.
— Scènes de la vie des Etats-Unis. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 cop.
Mme de WITT (née Guizot). Le cercle de famille. Récit d'une mère. (Ouvrage pour la jeunesse.) 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 cop.
MASSON. Les historiettes du père Broussailles. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 5 cop. (Ouvrage pour la jeunesse.)
Mme KIBRIZLI MÉHÉMET-PACHA. Thirty years in the harem. 2 vol. in-12. Prix 1 r. 20 cop.

N. B. Le port pour l'intérieur sera calculé selon le nouveau tarif de la poste. 483

SITUATION

DE LA

BANQUE DE COMMERCE
D'ODESSA

AU 1° FÉVRIER 1873.

ACTIF.

	R.	C.
Caisse.	248,305	83
Comptes courants sur place : au comptoir de la Banque de l'Etat et à la Société du Crédit mutuel.	1,044,118	84
Fonds publics.	541,356	41
Avances sur fonds (on call).	551,982	62
Comptes courants sous garantie.	1,402,820	80
Avances sous garantie à époque déterminée.	420,061	70
Effets de place.	12,481,183	23
Sur l'étranger, St-Petersbourg et Moscou, et monnaie.	125,911	14
Avances à époque déterminée :		
Sur fonds publics.	1,017,383	11
Sur marchandises.	1,409,239	84
	2,426,622	95
Correspondants de la Banque :		
Leurs comptes.	11,162,837	40
Comptes de la Banque.	1,185,285	21
	12,348,122	61
Comptes de divers.	282,651	72
Comptes divers.	33,779	94
Frais divers pour 1872.	104,879	82
" " 1873.	17,213	84
	122,093	66
	32,029,011	45

PASSIF.

Capital.	5,000,000	—
Comptes courants sur place.	5,316,835	25
Correspondants de la Banque :		
Leurs comptes.	3,725,539	74
Comptes de la Banque.	9,766,269	99
	13,491,809	73
Dépôts à échéance déterminée.	4,137,664	—
Dépôts à échéance indéterminée.	2,960,193	35
	7,097,857	35
Dividende non payé.	141	54
Intérêts, commissions, etc.	1,460,727	93
A déduire intérêts payés et à payer sur comptes courants sur place et dépôts à échéances.	492,562	67
Intérêts sur l'escompte à reporter à l'année 1873.	306,271	40
	798,834	07
Commission et intérêts pour janvier 1873.	154,197	32
Intérêts reportés de l'année 1872.	306,271	40
	460,468	72
	32,029,011	45
Capital de réserve de la Banque.	30,004	45